

Les fédérations et associations d'Ehpad attendent Olivier Véran au tournant

Article 17/02/2020

Le départ précipité de la ministre des solidarités et de la santé et son remplacement au pied levé par le député isérois suscitent les craintes et les attentes des principales fédérations et associations d'établissements et de services à domicile, déjà échaudées par le retard pris par la future loi "grand âge-autonomie".

[La passation de flambeau](#) entre Agnès Buzyn, partie faire campagne pour la mairie de Paris, et l'ancien député isérois Olivier Véran, ce 17 février, a évidemment fait réagir les fédérations et associations représentatives des Ehpad et des services à domicile, qui attendent un vrai relais sur la future loi "grand âge autonomie" et un calendrier tenu.

La **Fédération hospitalière de France (FHF)** a salué pour sa part le 16 février l'action de l'ancienne ministre, disant qu'elle a su "conduire avec force et engagement de nombreux dossiers structurants pour le secteur de la santé en France".

Tout en se félicitant de la nomination d'Olivier Véran, la FHF dit rester "vigilante à la bonne continuation du plan 'Investir pour l'hôpital'" et appelle le nouveau ministre "à s'engager" pour l'organisation de [la "convention citoyenne pour la santé" qu'elle appelle de ses vœux](#).

"Agnès Buzyn a fait beaucoup, il reste beaucoup à faire", a réagi le 16 février sur Twitter Antoine Perrin, directeur général de la **Fédération des établissements d'hospitalisation et d'aide à la personne privés non lucratifs (Fehap)**. Son successeur "aura à réussir la loi grand âge où tout le monde l'attend. Une loi ambitieuse à financer à la hauteur des besoins."

"Ce remaniement ne doit pas se faire au détriment de la loi grand âge et autonomie, essentielle pour notre société et attendue depuis maintenant bien longtemps par les Français et les professionnels du secteur", s'inquiète également Florence Arnaiz-Maumé, déléguée générale du **Syndicat national des établissements et résidences privés pour personnes âgées (Synerpa)** dans un communiqué daté du 16 février.

"Nous espérons qu'Olivier Véran reprendra ce dossier structurant avec la plus grande attention et aura à coeur de faire de la concertation l'un de ses piliers pour préparer ce projet de loi tant attendu", ajoute-t-elle.

"Passer à l'action"

De la même façon, dans un communiqué diffusé le 17 février, la **Fédération nationale des directeurs d'établissements et services pour personnes âgées (Fnadepa)** rappelle "l'exaspération générale quant au retard de la présentation du projet de loi, annoncée initialement pour 2019" et "réitère auprès du nouveau ministre son appel en faveur d'une loi grand âge et autonomie dans les meilleurs délais et à la hauteur des attentes".

Elle ajoute "[poursuivre] sa mobilisation" par le biais de [sa campagne "Stop au bla bla, Faites notre loi"](#), lancée mi-janvier.

L'Association des directeurs au service des personnes âgées (AD-PA) insiste pour sa part dans un communiqué du 17 février sur "l'évidence de recréer un ministère délégué aux personnes âgées", afin de faire "des conditions d'accompagnement des personnes âgées, du soutien aux familles et du travail des salariés, à domicile et en établissement, une priorité nationale".

Enfin, dans un tweet publié le 17 février, **la Fédération nationale avenir et qualité de vie des personnes âgées (Fnaqpa)** "remercie" l'ancienne ministre "pour son travail de concertation de ces dernières années et compte sur Olivier Véran pour passer à l'action".

mlb/cbe/nc

La Rédaction